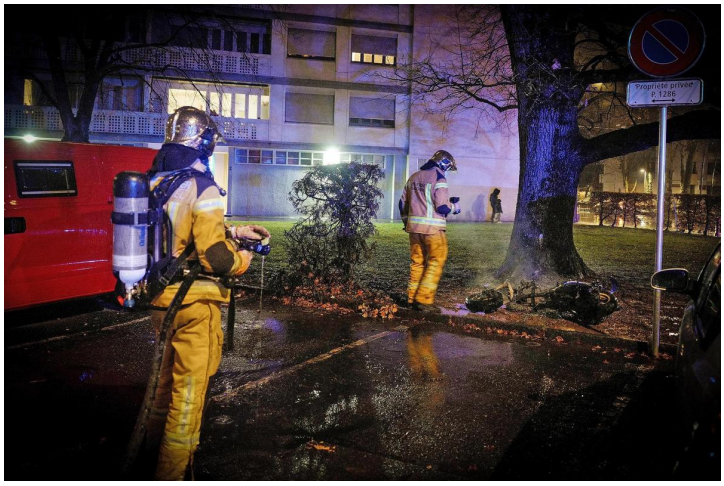
Crise sanitaireComment le Covid fait exploser les ados

tdg.ch/comment-le-covid-fait-exploser-les-ados-779642986802

Privés de vie sociale par les restrictions, les jeunes de certains quartiers donnent du fil à retordre à la police.

Caroline Zumbach, Chloé Dethurens

Publié: 09.02.2021, 06h37



La nuit du réveillon, un scooter avait été brûlé au Chemin des Sports.
LAURENT GUIRAUD

Plusieurs quartiers et communes du canton vivent un début d'année agité. Des groupes de jeunes occupent la police, en commettant des actes de vandalisme, des nuisances ou en prenant carrément à partie les forces de l'ordre, comme nous l'avons plusieurs fois relaté dans nos colonnes ces derniers mois. Police, justice et travailleurs sociaux vont dans le même sens: les restrictions sanitaires privent ces jeunes de vie sociale, de sport et de divertissement; elles pèsent sur leur moral et engendrent, chez certains d'entre eux, des comportements problématiques.

Cela fait maintenant deux voire trois ans que les nuits d'Halloween, du 1er Août et du Nouvel-An sont émaillées de tirs de feux d'artifices, de jets de pierre sur la police (parfois sur les pompiers) et d'incendies criminels de la part de différents groupes de jeunes. Mais l'an dernier et en ce début d'année, de nombreux week-ends ont été marqués par ce type de violences. La situation est particulièrement compliquée au Lignon, aux Palettes, à Versoix, à la Jonction et aux Charmilles, avec des jeunes âgés de 15 à 18 ans, parfois moins, nous confirment la police et différentes communes contactées.

Nuisances et délits

De quoi parle-t-on, au juste? De nuisances sonores, de *littering*(détritus abandonnés), de dommages à la propriété mais aussi de petite criminalité, de trafic de stupéfiants, voire d'actes plus graves. Dans la nuit du 24 au 25 janvier, sept jeunes des Palettes ont violemment agressé un livreur de sandwichs, selon nos informations. Ils ont été arrêtés. À

Versoix, des bus ont récemment été caillassés, révélait ce week-end «20 minutes». Au chemin des Sports, en ville de Genève, il a fallu renforcer les actions de patrouilles préventives mixtes entre polices municipale et cantonale et faire appel à la Brigade de sécurité publique pour calmer une vingtaine de jeunes très agressifs envers les forces de l'ordre. Plusieurs enquêtes sont en cours, mais les chiffres de la criminalité pour 2020 ne sont pas encore connus, indique le Ministère public.

> «Quand la situation est compliquée à la maison, quand on a plus de cours en présentiel, quand on ne peut pas se rassembler, on peut avoir envie de montrer son ras-le-bol.»
>
> Le Major Luc Broch, chef de la police de proximité

Comment expliquer ce déferlement de violence? Le Covid et ses restrictions sanitaires y seraient pour beaucoup, selon différents interlocuteurs. «Sans divertissement, sans activités sportives ordinaires, sans espace de décompression, certains jeunes perdent le lien social, confirme le chef de la police de proximité, le major Luc Broch. Quand la situation est compliquée à la maison, quand on a plus de cours en présentiel, quand on ne peut pas se rassembler, on peut avoir envie de montrer son ras-le-bol, de se manifester. Notamment lors des contrôles de police, qui sont renforcés sur l'espace public en lien avec les mesures sanitaires, où s'installe parfois un jeu du chat et de la souris.» Une situation exacerbée durant les périodes de vacances, où désormais beaucoup de Genevois restent à la maison. «Il n'y a plus le chassé-croisé habituel», relève le chef de service.

Président du Tribunal des mineurs, le juge Olivier Boillat constate aussi ce phénomène. «Il y a eu de tout temps des problèmes avec des groupes d'adolescents dans les quartiers. Mais depuis 2016, la criminalité chez les jeunes est en augmentation. Et aujourd'hui, le Covid amplifie les problèmes. C'est une catastrophe pour tout ce qui est exutoire. Privés de leurs activités, désœuvrés, les jeunes «galèrent», comme ils le disent. C'est là qu'ils font des bêtises et que certains d'entre eux finissent chez nous.»

Violence omniprésente

L'association Face à Face, qui organise depuis 2008 des programmes destinés aux adolescents de 13 à 20 ans ayant des comportements violents, constate pour sa part une réelle augmentation du nombre de jeunes présentant des problèmes. «Depuis la rentrée scolaire de septembre, nous avons constaté une forte demande pour les inscriptions, à tel point que sept adolescents attendent une place. C'est la première fois que nous tenons une liste d'attente», indique Claudine Gachet, fondatrice et directrice de l'association.

La spécialiste s'inquiète de l'exposition permanente des jeunes à la violence, que ce soit chez eux, à l'école ou avec leurs amis. «Il y a des bagarres, du harcèlement, du racket. La violence est omniprésente dans leur vie. Et je ne parle même pas des vidéos ou des jeux vidéo.» Elle constate également une hausse de l'usage d'armes, tels que le poing américain, les couteaux, le taser, «qu'ils se procurent aisément sur internet». «Nous voyons également de plus en plus de fausses armes à feu et c'est un vrai problème, déplore-t-elle. Nous essayons de leur expliquer que la police ne peut pas faire la différence entre une arme réelle ou factice, lorsqu'elle intervient de nuit par exemple.»

Programme pour adolescents

Le programme de l'association Face à Face destiné aux adolescents (filles et garçon) est ouvert à tout jeune âgé de 13 à 20 ans ayant des comportements violents. Il est remboursé par les assurances et se déroule sur dix semaines au cours desquelles les participants apprennent à reconnaître leur violence et à la maîtriser.

Évaluation médicale en présence des parents, séance de psychothérapie (en groupe, en famille et individuelle) discussions sur l'exposition à la violence, jeux de rôle entre participants, atelier avec la police, apprentissage de méthodes pour se défouler et prendre conscience de son corps ou encore développement de l'empathie font partie du programme. Un bilan est réalisé six mois plus tard.

Plus de 400 jeunes genevois ont déjà pris part à l'une des 90 sessions organisées par cette association depuis son lancement en 2008.

Note: informations sur *www.face-a-face.info*

Comment apaiser la situation? Pour Claudine Gachet, la priorité est de permettre à ces jeunes auteurs de violences de pouvoir se défouler dans un autre contexte. «Avant, ils allaient au fitness ou à leur cours de sport. Ils ne peuvent plus le faire, ce qui empire la situation. Il faut leur montrer qu'il existe d'autres moyens de se défouler.» Pour elle, il est également essentiel que les adolescents puissent continuer de voir leurs amis, mais en respectant les gestes barrières.

C'est aussi l'analyse de l'association Païdos, qui s'occupe de jeunes en situation de vulnérabilité. «Les espaces de sociabilisation leur manquent», explique Christel Girerd, psychologue. Mais les restrictions sanitaires, selon elle, ne sont pas seulement synonymes d'ennui: selon l'intervenante, elles ralentiraient la construction identitaire de ces jeunes. «Elles ont un impact sur leurs premières expériences, leurs premières fois, leurs premières rencontres, qui se font souvent dans un appartement, où ils sont par ailleurs plus exposés.» Certains trouvent des alternatives en louant des chambres d'hôtel, nous explique l'association. «Ils se cotisent parfois pour y faire la fête à plusieurs.»

Réseaux sociaux

Les réseaux sociaux jouent un rôle important dans ce phénomène de violence. De source policière, les images des actes commis se retrouvent sur Snapchat, notamment, et une concurrence s'opère entre les différents quartiers. «Il y a un certain mimétisme de comportements sur les réseaux sociaux au sein des quartiers, et avec ce qui se passe aux États-Unis ou dans des banlieues françaises», résume le major Broch.«On valorise l'incivilité et on s'invente un ennemi: la police, analyse Olivier Boillat. Lorsque nous leur faisons remarquer que nous sommes loin des problèmes de certaines cités françaises et qu'ils sont très bien traités par la police, ils le reconnaissent la plupart du temps.»

Mais la réponse policière n'est pas la seule. Yann Boggio, secrétaire général de la FASe, mise sur le travail de terrain pour soulager la pression sur les adolescents. «Nous avons réussi à maintenir l'ouverture des maisons de quartier, les travailleurs sociaux hors mur

sont présents», indique le responsable. Il ne peut néanmoins pas y avoir plus de quinze personnes de 12 à 18 ans sous le même toit, et cinq lorsque les participants sont majeurs. Les ados les plus vulnérables ou fragilisés sont accueillis en priorité.

Que faire si la situation devait durer? La police compte sur une forte présence sur le terrain, la collaboration avec les travailleurs sociaux et les communes, lesquelles ont un rôle primordial à jouer en termes de cohésion sociale. Mais le major Broch demeure très attentif: «Les jeunes supportent de moins en moins les conséquences de la situation sanitaire, mais ils ne sont pas les seuls. On assiste à un phénomène général de lassitude, d'où l'importance pour la police et ses partenaires de garder le cap.»

Malaise difficile à chiffrer

Si certains jeunes commettent des délits, d'autres affichent leur malaise différemment. L'unité de crise destinée à la prévention du suicide pour les adolescents et jeunes adultes des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), Malatavie, constate ainsi une hausse des demandes de suivi, des appels sur la ligne ados et des demandes d'hospitalisation dans l'unité.

Y a-t-il pour autant une augmentation mesurable de la détresse chez les jeunes? Le service de presse des HUG précise qu'une campagne de sensibilisation sur l'existence de cette unité de soin a été lancée cet automne et que cette communication peut également expliquer l'augmentation de la demande. Pour l'Hôpital, il est donc difficile, à ce stade, de tirer des conclusions sur une éventuelle hausse du risque de suicide chez les adolescents en raison du Covid.

Quant à l'équipe de la consultation Santé Jeunes, elle constate une grande lassitude des cours en ligne chez les étudiants et une grande démotivation en général. En revanche, elle indique qu'il n'est pas possible d'établir des comparaisons au niveau de la fréquentation car la situation sanitaire a imposé des mesures particulières (par exemple, moins de jeunes présents accueillis en même temps dans les locaux).